

Valeurs Actuelles n° 3534 paru le 20 Août 2004

## France

### Dans le plus grand squat de France

**Combien sont-ils exactement à s'entasser au squat de Cachan ? Nul ne le sait. Plongée dans un microcosme très bien organisé.**

Effluves de couscous et chants du griot s'entremêlent. Au squat de Cachan (Val-de-Marne), pas moins de soixante-huit nationalités cohabitent. Sénégalais, Sierra-Léonais, Togolais ou Algériens, c'est toute l'Afrique qui palpite dans cette ancienne résidence universitaire de l'École normale supérieure (ENS). Les Ivoiriens et les Maliens représentent l'immense majorité des habitants. "Il y a 80% environ d'Ivoiriens et de Maliens, 15% de Maghrébins et 5% de Français", témoigne Pierre Derouche, directeur de cabinet du préfet du Val-de-Marne. La moitié sont des clandestins (30% sont en situation régulière et 20% en attente de régularisation).

Combien sont-ils dans ce bâtiment F, à vivre dans ces 330 chambres de 9 mètres carrés naguère occupées par les jeunes normaliennes ? Difficile à dire. Selon les sources, leur nombre varie de 538 à plus de 800. Les squatteurs estiment qu'ils sont un bon millier. Clin d'œil, leur collectif créé au cours de l'été 2003 qu'ils ont baptisé "les 1000 de Cachan". "Lors de la venue du préfet du Val-de-Marne, le 4 août, nous avons fait un recensement. 750 personnes ont été dénombrées, dont 200 enfants environ. Mais 73 chambres n'ont pas été comptabilisées", explique Fidèle Nitiéma, Ivoirien de 33 ans propulsé coordinateur du collectif. Le personnel du Crous (Centre régional des œuvres de la vie universitaire et scolaire), le 5 août, n'a compté que 531 adultes et 144 enfants. "64 chambres n'ont pas été recensées", indique Serge Perron, directeur du Crous du Val-de-Marne. De nombreux squatteurs, semble-t-il, n'ont pas souhaité être fichés.

Destiné à être détruit et transformé en parking, dans le cadre de la restructuration du campus, le bâtiment F s'est retrouvé peu à peu colonisé. Les premiers occupants illégaux ont emménagé fin 2002. Les derniers étudiants sont partis en juin 2003. "Je venais souvent ici voir un ami qui m'a dit qu'il y avait des chambres libres. Je me suis installé", raconte Noah Tandia, "locataire" du premier étage. L'arrivée à Cachan s'est faite de façon similaire pour Fidèle Nitiéma. "Un ami qui vivait ici m'avait dit que le bâtiment allait être vidé de ses étudiants. Mais lorsque je me suis installé, je ne savais pas qu'il était promis à la démolition." Le bouche à oreille a fait le reste. Réfugiés politiques et sans-papiers ont afflué. "La plupart des gens qui vivent ici étaient déjà en France avant. Quelques personnes ont fait venir de la famille, des connaissances, directement du pays", reconnaît Fidèle Nitiéma. "Le Crous du Val-de-Marne qui gère les lieux n'a pas vu tout de suite l'ampleur du problème", constate Jean-Yves Le Bouillonnet, député-maire PS de Cachan. Aucun loyer, aucun bail ne lie les habitants du bâtiment F au Crous. "Mais nous sommes prêts à payer un loyer. Beaucoup d'entre nous travaillons, même si c'est au noir", déclare Fidèle Nitiéma. Y a-t-il eu des tentatives d'extorsion de fonds entre squatteurs ? "Certains ont profité de la misère des autres. Il y a eu des marchands de squat", s'insurge Jean-Yves Le Bouillonnet. C'est au cinquième étage que ces pratiques ont eu cours. "Le cinquième étage est le dernier à avoir été occupé. Il était barricadé. Des gens ont ouvert et s'y sont installés. Il semblerait que des habitants ayant quitté le squat faisaient payer leur chambre aux nouveaux arrivants. Mais nous avons mis un terme à ce trafic", affirme Fidèle Nitiéma.

### Les femmes font le ménage, les hommes réparent.

Le squat intrigue. Le squat fait peur. Les rumeurs les plus folles ont circulé à Cachan. "On a même dit qu'il y avait une affiche à l'aéroport d'Orly pour dire aux Africains de venir ici. C'est totalement faux", clame Fidèle Nitiéma. Le squat ne provoque pas de gros problème de délinquance. Les incidents sont internes. Quelques bagarres au couteau ont nécessité la venue des forces de l'ordre. "La nuit, les abords du squat sont peu sûrs", prévient quand même Serge Perron. "C'est plutôt en termes d'image que cela pose un problème. Le squat est situé au cœur d'un pôle d'excellence universitaire. Des familles d'étudiants nous appellent pour exprimer leurs craintes", précise Jean-Yves Le Bouillonnet.

Les rapports entre les institutions et le collectif des 1000 de Cachan sont pourtant normaux. Sans doute parce que le squat de la ville n'a rien d'une décharge. Il y règne même une discipline quasi militaire. Chaque étage possède son délégué. Si les locaux sont vétustes, une relative propreté est assurée par les femmes. Deux à trois fois par semaine, elles briquent couloirs et paliers. "Tous les dimanches, nous ramassons les ordures autour du bâtiment", détaille Fidèle Nitiéma. Dans ce domaine, des progrès restent manifestement à accomplir : des rats rôdent autour des poubelles extérieures. "Une campagne de sensibilisation à l'utilisation des conteneurs a été lancée", affirme

Fidèle Nitiméa. Les habitants se cotisent pour remettre en état des équipements. Récemment, la lumière a été installée dans les cages d'escaliers. Les cabines de douche ont été réhabilitées. Seules quelques fuites, visibles sous les lavabos communs, trahissent un manque de compétence en plomberie. Le Crous a même fait livrer dix extincteurs le 11 août. "C'est une manière pour nous de nous réapproprier le bâtiment", répond Serge Perron. Tout ceci a un coût pour le contribuable. "Nous sommes en train de faire un bilan chiffré de ce que nous coûte le squat en eau et électricité. La facture s'annonce salée", prévient-il.

Malgré ce calme relatif, l'État n'envisage pas que la situation se pérennise. Propriétaire des logements, l'Éducation nationale n'entend pas se laisser spolier. Le 14 avril, le tribunal administratif de Melun prononçait l'expulsion des squatteurs. Cependant pas l'ombre d'un car de CRS à l'horizon. Pas de Sangatte bis à Cachan. Le collectif des 1000 de Cachan, la préfecture et le Crous ont trouvé un accord. Une cellule mise en place mardi recense étage par étage les squatteurs. Chaque cas va être étudié un à un. Une secrétaire et une assistante sociale sont à la disposition des résidents depuis lundi, dans un bureau du bâtiment G proche du squat. "Cette cellule va faire le bilan social et administratif des habitants. Le bilan achevé, le bâtiment sera évacué de façon concertée. Les personnes en situation régulière seront relogées dans des logements sociaux. Les demandeurs d'asile seront placés dans des foyers, qui se trouveront parfois en province. Les personnes qui auront vu leur demande de carte de séjour ou de demande d'asile refusée feront l'objet d'une procédure de reconduite à la frontière", souligne Pierre Derouche.

### **Manquant de logements HLM, Cachan ne peut rien faire.**

La fin du squat de Cachan est donc proche. Dans quelques mois, le bâtiment n'abritera plus une âme. Une lutte fratricide se déroule au sein du comité de soutien aux 1000 de Cachan. Droit au logement, Ligue des droits de l'homme, Ligue communiste révolutionnaire, Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrés), Attac, Sud-éducation n'ont adopté aucune position commune à propos des propositions de la préfecture. Les 1000 de Cachan attendent que leurs dossiers soient traités, loin des querelles intestines et des tentatives de récupération politique. L'avenir s'annonce incertain pour les squatteurs. Aucune solution de relogement définitive n'a été trouvée. "La communauté de communes du Val-de-Bievre (Cachan et ses environs) ne peut pas répondre aux demandes de relogement. Rien que pour Cachan, nous manquons de 1 300 logements sociaux", s'inquiète Jean-Yves Le Bouillonnet. "Et il n'est pas question que les squatteurs soient prioritaires sur les autres demandes de HLM", constate Patrice Richard, de la Ligue des droits de l'homme. Le Gisti soupçonne l'État de vouloir se débarrasser du problème au plus vite. "50% des habitants de Cachan sont sans papiers. 90% des demandes de régularisation risquent d'être refusées. 300 à 350 personnes vont être reconduites." Une opération délicate qui donnera certainement aux associations qui soutiennent les squatteurs l'occasion de se remobiliser...

**Mélanie Vast**

[◀ précédent Article](#)

[▲ Retour à la liste](#)

[Imprimer l'article](#)

[Envoyer cet article à un ami](#)

[🗣️ Qu'en pensez-vous?](#)

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.  
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.